

Des géodonnées clés pour la Suisse numérique

Autor(en): **Wicki, Fridolin**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cadastre : revue spécialisée consacrée au cadastre suisse**

Band (Jahr): - **(2018)**

Heft 27

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-871465>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des géodonnées clés pour la Suisse numérique

Un petit groupe composé de représentantes et de représentants de l'Office fédéral de topographie swisstopo, de la Conférence des services cantonaux de géoinformation (CCGEO) et de la Conférence des services cantonaux du cadastre (CadastreSuisse) se consacre depuis quelque temps à des questions liées à la numérisation de la géoinformation ainsi qu'à la collaboration au plan fédéral.

Il est indéniable que le numérique joue un rôle sans cesse croissant dans notre vie et notre quotidien. Il est tout aussi indéniable que ce qui est projeté, décidé ou réalisé – au sein de l'administration, dans le secteur privé, dans le milieu scientifique ou même dans la sphère privée – présente presque toujours un lien avec un territoire. Les géoinformations numériques jouent par conséquent un rôle important si ce n'est crucial dans la mutation que connaît notre société.

Cette mutation va aussi changer en profondeur les processus sociaux, politiques, économiques et administratifs de l'Etat auxquels nous sommes habitués. Par ricochet, les modalités de la collaboration entre la Confédération, les cantons et le secteur privé devront probablement subir des adaptations. La répartition des tâches et les responsabilités devront faire l'objet de discussions et être redéfinies sur la base de nouveaux processus, en tenant bien évidemment compte du principe de subsidiarité et des pratiques en vigueur.

Dans ce contexte, des questions de fond se posent aussi en lien avec la politique en matière de données: de quelles données les pouvoirs publics ont-ils absolument besoin pour agir? Quelles données doivent relever de la souveraineté de l'Etat? De quelles données l'Etat est-il responsable? Pour quelles données doit-il surveiller les processus afin d'en garantir la qualité? Pour quelles données peut-il recourir à des tiers prestataires? Sous quelle forme les données sont-elles diffusées? A quel niveau de qualité? Avec quelle actualité? Quel rôle l'Etat joue-t-il? Sans oublier celle-ci: comment la population est-elle intégrée à ces processus?

Ces données, indispensables au bon fonctionnement d'un Etat et de son économie, sont aussi appelées «jeux de données clés» ou données de base. Dans d'autres pays, on parle aussi de registres clés («key registers»). A titre d'exemples, on citera ici le registre des personnes, celui du commerce ou des registres d'objets tels que celui des bâtiments et des logements ou encore le registre foncier. Bien évidemment, les jeux de données clés présentant un lien territorial (cas par exemple des adresses de bâtiments, des immeubles, des limites territoriales, des bâtiments, des voies de communication, etc.) revêtent un intérêt tout particulier dans le contexte de la géoinformation.

Dans un article publié dans la revue *Commune suisse* 10/2017, le professeur Reinhard Riedl, responsable scientifique du domaine de l'économie au sein de la Haute école spécialisée bernoise, propose de créer trois registres clés: un premier pour les personnes physiques, un deuxième pour les personnes morales et un troisième pour les objets. A l'avenir, la majorité des données traitées par l'administration devra provenir de ces registres et y sera stockée à nouveau à l'issue du traitement.

Le programme de mise en œuvre comprend trois étapes: d'abord l'harmonisation de tous les registres, ensuite l'intégration de l'ensemble d'entre eux et enfin l'intégration pour l'économie et la société numériques au moyen de services de confiance, utilisables au-delà des frontières et sécurisés au plan national.

L'article met explicitement en avant la création de deux registres officiels (le répertoire des rues et celui des adresses de bâtiments) constituant des succès modestes, mais néanmoins notables.

La réorganisation de la collaboration entre la Confédération, les cantons et le secteur privé nous occupera nous, gens du métier, durant un certain temps. Elle donnera lieu à des discussions dans les domaines les plus variés dont résulteront des bases légales révisées, de nouvelles responsabilités, une nouvelle culture de la collaboration et – je l'espère – des données et des prestations aptes à répondre aux besoins de la future société numérique.

C'est pour accompagner la direction de swisstopo, la CCGEO et CadastreSuisse dans ces discussions que j'ai décidé d'intégrer Robert Balanche, collaborateur scientifique et responsable de processus au sein du domaine «Géodésie et Direction fédérale des mensurations cadastrales» dans mon équipe. Robert Balanche suit actuellement une formation à l'IDHEAP à Lausanne (Executive Master in Public Administration). Dans son travail de master, il approfondit les questions évoquées précédemment. Ses grandes compétences techniques, son expérience en matière de collaboration au niveau fédéral et son esprit ouvert, toujours porté vers l'innovation, font de lui la personne adéquate pour aider les services fédéraux et les cantons à accomplir les tâches exigeantes qui leur incombent.

Je me réjouis de pouvoir bénéficier du soutien actif de Robert Balanche pour mener à bien ce projet particulièrement exigeant et relever avec vous tous les défis qui s'annoncent.

Fridolin Wicki, Dr. sc. techn.
Directeur, Office fédéral de topographie
swisstopo, Wabern
fridolin.wicki@swisstopo.ch